

Unité bidépartementale Eure Orne
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 27/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GEODIS CL PHARMA

Zone Industrielle Pharma Parc
27100 Val-De-Reuil

Références : UBDEO.ERA.25.02.59.DB
Code AIOT : 0005800805

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement GEODIS CL PHARMA implanté Zone Industrielle Pharma Parc 27100 VAL-DE-REUIL. L'inspection a été annoncée le 28/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19 décembre 2024 a été menée sur le site ICPE de GEODIS CL PHARMA à Val de Reuil afin de :

- S'assurer de la mise en œuvre des actions correctives issues de la mise en demeure du 19 décembre 2023 ;
- Contrôler la levée des non-conformités identifiées lors de l'inspection du 12 octobre 202 ;
- Évaluer la conformité et la pertinence de l'étude de dangers et de ses actualisations ;
- Examiner la demande de modifications de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008, en tenant compte des évolutions du site.

Cette inspection fait suite aux modifications significatives apportées par l'exploitant depuis 2008,

qui ont nécessité une mise à jour de l'étude de dangers et des ajustements réglementaires, ainsi qu'aux non-conformités ayant entraîné la mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEODIS CL PHARMA
- Zone Industrielle Pharma Parc 27100 VAL-DE-REUIL
- Code AIOT : 0005800805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société GEODIS CL PHARMA, situé sur la commune du Val de Reuil, est un site d'entreposage de produits pharmaceutiques pouvant être, pour certains, inflammables ou dangereux pour l'environnement au sens de la réglementation. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumise à « enregistrement » au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert) et à « déclaration » au titre des rubriques 4331 (liquides inflammables), 4320 (aérosols), 1185 (gaz à effet de serre fluorés) et 2925 (atelier de charge d'accumulateurs).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 1.7.2 et 7.4.1. Article L.181-25 du Code de l'environnement	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Degré coupe-feu des portes dans les parois séparatives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 6, annexe II > 17, annexe V > I et annexe V > II. Article 1.2.4, 8.1.1, 8.2.1.1, 8.2.1.3 et 8.4 de l'AP du 15/12/2008	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Détection gaz de la chaufferie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II > 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Entretien des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Mise en	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	moyens d'intervention	du 15/12/2008, article 7.6.2	demeure, respect de prescription	demeure
6	Sécurité publique des bassins de rétention	Code de l'environnement du 13/02/2021, article L.511-1 du Code de l'environnement	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 1.2.1, 7.6.4, 8.1.4. Article L. 511-2 du Code de l'environnement	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Étude De Dangers (EDD) : L'exploitant a mis à jour son EDD en réponse à la mise en demeure, notamment concernant le risque d'explosion. L'inspection juge ces mises à jour suffisantes et propose de modifier l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008.

Détection de gaz et conformité ATEX (ATmosphère EXplosive): L'installation d'un système de détection de gaz et la fourniture de preuves documentées ont régularisé la situation. La mise en demeure est levée.

Risques d'explosion : La mise à jour de l'EDD permet de répondre à la mise en demeure. L'inspection considère que les mises à jour relatives aux risques d'explosion sont suffisantes. L'inspection propose une modification de l'arrêté préfectoral.

Risques d'incendie : Des mesures ont été prises pour réduire les risques. L'inspection propose d'adapter l'arrêté préfectoral pour refléter les nouveaux degrés coupe-feu des bâtiments.

Poteaux incendie : Les vérifications nécessaires ont été effectuées et la conformité a été constatée. L'inspection demande à ce que les résultats soient communiqués au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Bassin de rétention et portes coupe-feu : Les corrections nécessaires ont été apportées pour sécuriser le bassin, et la mise en demeure est levée. Concernant les portes coupe-feu, un état synthétique de conformité est demandé.

Modifications de l'arrêté préfectoral : L'exploitant a demandé des modifications pour actualiser sa situation administrative. L'inspection les juge non substantielles et propose de les accepter.

-> L'exploitant a régularisé sa situation en répondant aux exigences de la mise en demeure et en apportant les corrections nécessaires.

Le détail des constats est disponible au paragraphe §2-4 Fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 1.7.2 et 7.4.1. Article L.181-25 du Code de l'environnement
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Article 1.7.2. Mise à jour de l'étude de dangers L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement ou sur demande de l'inspection des installations classées. Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p> <p>Article 7.4.1. Liste de mesures de maîtrise des risques L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Cette liste intègre notamment les différentes barrières techniques et organisationnelles recensées dans le présent arrêté. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p> <p>Article L. 181-25 du code de l'environnement Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>

Constats :

Par courriel du 3 avril 2024, l'inspection des installations classées a confirmé que l'exploitant pouvait se limiter à une mise à jour ciblée de son étude de dangers (EDD), écartant ainsi la nécessité d'une révision complète.

L'exploitant a transmis une mise à jour de son EDD datée de 16 décembre 2024 portant sur :

- la justification des dispositions constructives des bâtiments F, G et H1/H2 (cf point de contrôle n°2),
- l'analyse du risque d'explosion lié à une fuite de gaz dans la chaufferie du bâtiment A (cf point de contrôle n°3 et 4),
- l'évaluation des moyens de lutte contre l'incendie, incluant le bassin incendie et les poteaux d'incendie (cf point de contrôle n°5 et 6).

Phénomène de dangers "Explosion"

L'exploitant a réalisé une analyse fonctionnelle de sécurité pour la chaufferie, identifiant et quantifiant les effets de plusieurs scénarios d'accident.

Des mesures de maîtrise des risques (BIS 01 à BIS 06) ont été définies.

L'analyse a démontré que les effets thermiques et de surpression restent contenus dans les limites de propriété du site.

Une modélisation de l'explosion a conclu à un risque d'extension faible sur le reste du site (c.-à-d. effet domino).

Conclusion de l'inspection

L'inspection des installations classées considère que la situation est régularisée. La prescription de la mise en demeure ayant été respectée, l'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever les points suivants de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2023 :

- *"développer les arguments et critères permettant de retenir, ou de ne pas retenir, le phénomène dangereux « explosion » dans l'étude de dangers",*
- *"réviser l'étude de dangers en tant que de besoin".*

Conclusions de l'instruction de l'étude de dangers

- l'exploitant a justifié sa méthodologie,
- l'exploitant a fourni à l'inspection une liste des mesures de maîtrise des risques,
- la mise à jour a entraîné une mise à jour des barrières importantes de sécurité (BIS 01 à BIS 06),
- les documents présentés sont recevables,
- les documents permettent de statuer sur une situation acceptable en termes de maîtrise des risques,
- la mise à jour de l'étude de dangers nécessite la mise à jour de l'arrêté préfectoral.

Demande de modifications de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008

Par courriel du 19 décembre 2024, en lien avec les constats ci-dessus, l'exploitant demande les modifications suivantes : *"Supprimer l'exigence de réalisation d'une mise à jour de l'étude de danger (articles 1.7.2 + article 7.4 de l'arrêté du site 15/12/2028) ... du fait que le site est désormais sous le régime de l'enregistrement et non plus de l'autorisation. A noter également la diminution des tonnages 1510 dans le bloc de bâtiment FGH entraînant une diminution des impacts d'un éventuel incendie"*.

Position de l'inspection des installations classées

L'inspection rappelle que, même sous le régime de l'enregistrement, une évaluation des dangers, bien que simplifiée, demeure obligatoire. Seule une étude de dangers complète est requise pour le régime d'autorisation.

L'inspection, après examen de la demande et de l'EDD du 16/12/2024, approuve la suppression des articles 1.7.2 et 7.4 et propose la modification de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Degré coupe-feu des portes dans les parois séparatives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 6, annexe II > 17, annexe V > I et annexe V > II. Article 1.2.4, 8.1.1, 8.2.1.1, 8.2.1.3 et 8.4 de l'AP du 15/12/2008

Thème(s) : Risques accidentels, Degré coupe-feu des portes dans les parois séparatives

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Extrait de l'arrêté ministériel (AM) du 11/04/17 - 1510 A - Annexe II > 6. - Compartimentage

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;

Extrait de l'AM du 11/04/17 - 1510 A - Annexe II > 17. - Ventilation et recharge de batteries

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

Extrait de l'article 1.2.4. Consistance des installations autorisées de l'arrêté préfectoral (AP) du 15/12/2008

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (voir plan en annexe 1) :

- un entrepôt autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 1999 et comprenant les bâtiments A (3950 m²), B (6426 m²) et C (5766 m²),
- un entrepôt autorisé par arrêté préfectoral du 19 décembre 2001 et comprenant les bâtiments D (3564 m²) et E (5742 m²),
- un entrepôt autorisé par arrêté préfectoral du 27 novembre 2006 et constitué du bâtiment F (4320 m²),
- un entrepôt autorisé par le présent arrêté et comprenant les bâtiments G (6044 m²), H1 (3597 m²) et H2 (2462 m²),

Article 8.1.1. Dispositions constructives et d'aménagement

A l'exception du logement du gardien éventuel, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments.

Les parois séparatives des bâtiments présentent les caractéristiques suivantes:

- bâtiments A et B : murs coupe-feu REI 120 (protection coupe-feu 120 minutes),
- bâtiments B et C : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments E et D : murs coupe-feu REI 120,
- recoupage du bâtiment E : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments G et H1 : murs coupe-feu REI 360,
- bâtiments H1 et H2: murs coupe-feu REI 360,
- bâtiment B et C et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment D et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment F et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment G et local de TGBT (Tableau Général Basse Tension) : murs coupe-feu REI 120.

Extrait de l'article 8.2.1.1. Caractéristiques des constructions et aménagements

"Les locaux de charge de batteries doivent être séparés des bâtiments de stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ces parois et ces portes sont coupe-feu de degré 2 heures."

Extrait de l'article 8.2.1.3. Compartimentage

"les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du

mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles,"

Extrait du chapitre 8.4 Locaux de charges

"Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut et bas coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- dispositifs de franchissement coupe feu de degré 1 heure (REI 60), munis de ferme porte,"

Constats :

Rappel du contexte

L'analyse des risques réalisée en 2016 (étude de dangers n°0414-edd-038) a mis en évidence des vulnérabilités critiques du bloc de bâtiments F-G-H1-H2 en cas d'incendie. Le scénario Sc I_S4/1 a estimé une durée de feu de 3h20 pour le bâtiment G, soulignant la nécessité de barrières coupe-feu efficaces vers H1 et H2 (murs REI 360, portes REI 120).

Cependant, le scénario Sc I_S4/4 a révélé un risque d'incendie généralisé, avec des flux thermiques dépassant les limites de propriété et menaçant la route de la Falaise. De plus, les dispositifs coupe-feu installés présentent des non-conformités majeures :

- La porte entre le bâtiment F et le local de charge (paroi REI 120) est classée REI 60, au lieu de REI 120 requis par l'article 17 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017.
- Les portes entre G et H1, et entre H1 et H2 (parois REI 360) sont classées REI 120, au lieu de REI 360 requis par l'article 6 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017.

Mise à jour de l'étude de dangers et conformité du degré coupe-feu du bloc de bâtiments F-G-H1-H2

Suite à la visite du 12 octobre 2023 et à la mise en demeure du 19 décembre 2023, l'exploitant a procédé à la mise à jour de son étude de dangers (EDD) le 16 décembre 2024. Cette mise à jour a notamment pour objectif de régulariser la situation concernant les degrés coupe-feu des portes et des murs des bâtiments F, G, H1 et H2.

Actions entreprises par l'exploitant pour réduire les risques

Afin de diminuer les risques d'incendie, l'exploitant a pris plusieurs mesures. Il a réduit les quantités de matières combustibles stockées dans les bâtiments G, H1 et H2. La masse moyenne des palettes a été réduite de 400 kg à 200 kg, ce qui diminue les impacts potentiels d'un incendie. L'exploitant a effectué une modélisation des temps de combustion, qui a permis de déterminer une durée maximale de combustion de 102 minutes (au lieu de 3h20).

Modifications des degrés coupe-feu

Les murs coupe-feu des bâtiments G, H1 et H2 ont été déclassés de REI 360 à REI 120, sans

modification de la structure des bâtiments. La porte coupe-feu REI 60 située entre le bâtiment F et le local de charge a été remplacée par une porte REI 120. Les ouvertures séparatives (REI 120) sont désormais en cohérence avec le temps estimé de l'incendie et le degré de résistance au feu des parois (REI 120).

Demande de modification de l'arrêté préfectoral

L'exploitant demande la modification de l'arrêté préfectoral afin de prendre en compte ces changements. Il demande le maintien du degré coupe-feu REI 120 pour les portes communicantes dans les bâtiments G, H1 et H2, et le déclassement des murs coupe-feu G, H1 et H2 de REI 360 à REI 120, justifié par le temps de combustion maximal inférieur à 120 minutes.

Conclusion de l'inspection

L'inspection des installations classées considère que la situation est désormais régularisée. La prescription de la mise en demeure ayant été respectée, l'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever les points suivants de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2023 :

- *"respecter les prescriptions des articles 6 et 17 de l'AM du 11/04/2017 :*
 - *mettre en place une porte de degré coupe-feu REI120 entre le bâtiment F et le local de charge,*
 - *mettre en place une porte de degré coupe-feu REI360 entre les bâtiments G et H1,*
 - *mettre en place une porte de degré coupe-feu REI360 entre les bâtiments H1 et H2".*

Position de l'inspection sur la demande de modification de l'arrêté préfectoral

Suite à l'examen de la demande de l'exploitant et de l'EDD du 16 décembre 2024, l'inspection :

- **Approuve** les modifications suivantes :
 - Murs coupe-feu REI 120 entre les bâtiments G/H1 et H1/H2.
 - Porte coupe-feu REI 120 entre le bâtiment F et le local de charge.
- **Propose** de modifier l'arrêté du 15 décembre 2008 afin de confirmer la conformité des stocks (bâtiments G, H1, H2) à l'EDD, garantissant une combustion inférieure à 120 minutes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Détection gaz de la chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz de la chaufferie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Extrait de l'article 7.6.4. Ressources en eau et mousse et moyens de prévention

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

...

- des détecteurs de fuite de gaz dans la chaufferie coupant l'alimentation en cas d'anomalie et avec report d'alarme à l'exploitant et au gardiennage,

...

Constats :

La mise à jour de l'étude de dangers (EDD) du 16 décembre 2024, qui fait suite à la visite du 12 octobre 2023, a été réalisée pour répondre à la mise en demeure concernant l'installation d'un système de détection de gaz et des asservissements associés dans la chaufferie. L'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires pour se conformer à cette exigence.

Mise en place du système de détection de gaz

Conformément au plan d'actions post-inspection de la DREAL, l'exploitant a procédé à l'installation du système de détection de gaz le 10 juillet 2024. Un procès-verbal de réception des travaux a été établi, attestant de la mise en place d'une détection de gaz asservie à la chaufferie.

Constat de l'inspection

Lors de son inspection sur site, l'inspection a pu constater la présence des éléments suivants : une vanne de barrage gaz, deux détecteurs de gaz, une centrale de détection et une alarme visuelle extérieure. Ces constatations confirment l'installation effective du système de détection de gaz et des asservissements associés.

Conclusion de l'inspection

L'inspection des installations classées considère que la situation est désormais régularisée. La prescription de la mise en demeure ayant été respectée, l'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2023 :

- "doter la chaufferie d'un système de détection de gaz et des asservissements associés :
 - coupure de l'alimentation en gaz,
 - coupure de l'alimentation en électricité,
 - activation d'une alarme sonore extérieure,
 - report d'alarme à l'exploitant et au gardiennage".

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II > 15
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>
<p>Constats :</p> <p>Mise à jour de l'étude de dangers et conformité ATEX de la chaufferie</p> <p>La mise à jour de l'étude de dangers (EDD) du 16 décembre 2024, qui fait suite à la visite du 12 octobre 2023, a été réalisée pour répondre à la mise en demeure concernant la vérification des installations électriques en zones ATEX. L'exploitant a fourni des informations détaillées sur l'évaluation des risques et les mesures mises en place.</p>

Évaluation des risques ATEX selon l'exploitant

L'exploitant considère que les éléments du réseau gaz de la chaufferie ne présentent pas de risque ATEX dans les conditions normales d'exploitation. Cette évaluation repose sur plusieurs éléments. Premièrement, un contrôle annuel d'étanchéité du réseau gaz est effectué, et aucune fuite n'a été constatée. Deuxièmement, la détection de gaz est vérifiée régulièrement pour assurer son bon fonctionnement en cas de fuite. Troisièmement, en l'absence de fuite et avec les contrôles réguliers, le risque de formation d'une atmosphère explosive est jugé faible. Cependant, en cas de fuite détectée, l'exploitant s'engage à arrêter immédiatement la chaufferie et à entreprendre les actions nécessaires pour rétablir la conformité avant toute remise en service.

Justification de la conformité

Pour étayer son évaluation, l'exploitant a transmis deux documents. Il a fourni une étude ATEX de la chaufferie, réalisée par Bureau Veritas et référencée sous le numéro de rapport 797404/23791280/1/1 du 21 octobre 2024. De plus, il a présenté un certificat Q18 délivré par Apave, portant le numéro de rapport 100239295-001-1 et daté du 16 septembre 2024. Ce certificat atteste de la vérification complète des installations électriques de l'établissement et confirme que ces installations ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion.

Conclusion

Au vu des éléments fournis et des mesures mises en place, l'inspection des installations classées considère que la situation est désormais régularisée. La prescription de la mise en demeure ayant été respectée, l'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever les points suivants de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2023 :

- "définir le zonage ATEX de la chaufferie",
- "vérifier les installations électriques en tenant compte des zones à atmosphère explosive".

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, etc.) ainsi que des installations électriques et de chauffage.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Mise à jour de l'étude de dangers et entretien des moyens d'intervention (poteaux incendie)

Suite à la visite du 12 octobre 2023, l'exploitant a procédé à la mise à jour de son étude de dangers (EDD) le 16 décembre 2024. Cette mise à jour répond à la mise en demeure concernant l'entretien des moyens d'intervention, notamment les poteaux incendie. L'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires pour se conformer à cette exigence.

Informations fournies par l'exploitant

Dans la mise à jour de l'EDD, l'exploitant a précisé que les poteaux incendie appartiennent à la commune de Val de Reuil et sont référencés comme suit : 142 (PEI 1), 146 (PEI 4), 147 (PEI 2) et 46 (PEI 3). Il a également fourni le rapport de vérification et de contrôle de ces poteaux par Véolia pour l'année 2024. La périodicité des contrôles, définie dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du SDIS 27, est de trois ans. Cependant, des reconnaissances opérationnelles sont programmées annuellement pour s'assurer de leur utilisabilité. La prochaine vérification des poteaux incendie est prévue en 2027. L'exploitant a souligné que la fréquence de contrôle est triennale, conformément à la réglementation, et a demandé que ce point soit clarifié dans l'arrêté préfectoral.

Actions entreprises par l'exploitant

En réponse à la mise en demeure, l'exploitant a effectué plusieurs interventions. Lors de la visite d'inspection, il a indiqué avoir contrôlé le débit de trois poteaux incendie simultanément, tout en précisant qu'il n'était pas possible de contrôler le débit instantané de plus de trois poteaux.

Constat de l'inspection

L'inspection a constaté que l'exploitant a effectué la vérification annuelle des poteaux incendie et que ceux-ci étaient conformes. Les résultats des contrôles de 2024 démontrent que le débit des quatre poteaux (720 m³/h) couvre le besoin de 540 m³/h, conformément à l'article 7.6.4 de l'arrêté du 15 décembre 2008.

Rappels et demande de l'inspection

L'inspection a rappelé que la législation relative aux installations classées exige un contrôle annuel. Elle a souligné l'importance pour l'exploitant de fournir les rapports de contrôle intermédiaires, comme cela a été fait en 2024, étant donné que la commune effectue des contrôles tous les trois ans.

L'inspection a fourni une extraction du logiciel du SDIS 27 indiquant que les poteaux incendie étaient déclarés indisponibles, malgré les contrôles récents. Elle demande à l'exploitant de communiquer les résultats des contrôles à l'adresse courriel prevision@sdis27.fr pour permettre la mise à jour des informations par le SDIS et ainsi faciliter les interventions en cas d'incident.

Demande de l'exploitant

L'exploitant a demandé la possibilité d'intégrer la vérification annuelle des débits des poteaux incendie avec une mesure en simultané (sur trois poteaux) tous les trois ans.

Conclusion de l'inspection

Après examen des actions entreprises, l'inspection des installations classées considère que la situation est régularisée. La prescription de la mise en demeure ayant été respectée, l'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever les points suivants de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2023 :

- *"procéder à la vérification annuelle des poteaux incendies",*
- *"mettre en conformité le poteau incendie n°151 - P3".*

Demande de modification de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008

Par courriel du 19 décembre 2024, l'exploitant a confirmé la demande de modification suivante : *"Intégrer la vérification annuelle des débits des poteaux incendie avec une mesure en simultané (sur trois poteaux) tous les trois ans".*

Position de l'inspection des installations classées

L'inspection, après examen de la demande et de l'EDD du 16 décembre 2024, approuve la proposition de modification de l'arrêté préfectoral.

Vérification des portes coupe-feu

Lors de la visite du 12 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les rapports de vérification des portes coupe-feu étaient peu compréhensibles. En l'état, ils ne permettaient pas de juger de l'efficacité des barrières techniques de sécurité et mesures de maîtrise des risques de l'étude de dangers (n°2, 3, 4, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17) lesquelles visent à limiter la propagation d'un incendie d'un compartiment à l'autre.

L'inspection des installations classées constate que le courrier de l'exploitant du 6 décembre 2024 faisant état des actions engagées pour remédier aux constats faisant l'objet de suites administratives ne contient pas d'éléments de réponse en ce qui concerne la fourniture d'un état

<p>synthétique de la vérification des portes coupe-feu.</p> <p>Considérant que l'inspection du 12 octobre 2023 montre que les portes coupe-feu sont contrôlées, mais que les résultats sont peu compréhensibles, considérant que l'exploitant a répondu à tous les items de la mise en demeure du 19 décembre 2023, l'inspection considère que la situation est régularisée, ce qui lui permet de lever la mise en demeure. L'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2023 : "<i>disposer d'un état synthétique de la conformité des portes coupe-feu permettant de juger de l'efficacité des barrières techniques de sécurité et mesures de maîtrise des risques de l'étude de dangers (n°2, 3, 4, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17)</i>". De manière concomitante, l'inspection demande à l'exploitant en action corrective de lui communiquer un état synthétique de la conformité des portes coupe-feu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Demande n°1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de communiquer les résultats des contrôles des poteaux incendie à l'adresse courriel prevision@sdis27.fr .</p> <p>=> Demande n°2 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la fourniture d'une justification de la conformité des portes coupe-feu, sous forme d'un état synthétique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : Sécurité publique des bassins de rétention

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/02/2021, article L.511-1 du Code de l'environnement</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité publique des bassins de rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L. 511-1 du Code de l'environnement</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, « soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, » soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p>Constats :</p>

La mise à jour de l'étude de dangers (EDD) du 16 décembre 2024, qui fait suite à la visite du 12 octobre 2023, a été réalisée pour répondre à la mise en demeure concernant la sécurisation du bassin de rétention de 1 659 m³ et le remplacement de l'échelle faune. L'exploitant a entrepris des actions correctives pour répondre aux exigences de sécurité.

Actions entreprises par l'exploitant

Afin de se conformer à la mise en demeure, l'exploitant a procédé à plusieurs interventions. Premièrement, il a réparé le grillage entourant le bassin de rétention pour assurer la sécurité périmétrique. Deuxièmement, une échelle a été installée à l'intérieur du bassin pour permettre une sortie en cas de chute accidentelle. Troisièmement, une bouée a été ajoutée pour faciliter le sauvetage en cas de besoin. Enfin, une nouvelle échelle faune a été mise en place pour permettre aux animaux de sortir du bassin en toute sécurité.

Conclusion de l'inspection

Après examen des actions entreprises, l'inspection des installations classées considère que la situation est désormais régularisée. La prescription de la mise en demeure ayant été respectée, l'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever le point suivant de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2023 : "assurer la sécurité publique du bassin de rétention de 1 659 m³ et remplacer l'échelle faune."

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 1.2.1, 7.6.4, 8.1.4. Article L. 511-2 du Code de l'environnement

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

La situation administrative de l'établissement est définie par :

- l'arrêté préfectoral n°D3/B4-08-268 du 15/12/2008,
- le récépissé de fonctionnement au bénéfice des droits acquis n°D-17-E1-151 du 19/06/2017,
- le récépissé D-18-ERA-356 29 juin 2018 faisant suite au porter à connaissance du 18 mai 2018 portant déclaration de la rubrique 4320-2 D 97t dans le bâtiment B,
- le porter à connaissance du 21/10/2020 portant sur le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2925 (2925-1 183 kW et 2925-2 416 kW),
- le porter à connaissance du 02/12/2020 portant sur l'augmentation de capacité de liquides inflammables dans le bâtiment C jusqu'à 99 t (55 t + 44 t = 99 t) dans le bâtiment C et demande de bénéfice des droits acquis des rubriques 2925 et 1510,
- la déclaration de la rubrique ICPE 4510 DC 99 t du 3 octobre 2023.

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

- 1185-2a, D, gaz à effets de serre fluorés, 820 kg,
- 1510-2b, E, stockage de combustible sous entrepôts couverts, bâtiments A B C D E F G H1 H2, 434 209 m³ et 19 656 t,
- 2925-1, D, opérations de charge avec dégagement d'hydrogène, 183 kW,
- 2925-2, D, opérations de charge sans dégagement d'hydrogène, 416 kW,
- 4320, D, stockage d'aérosols dans le bâtiment B, 97 t,
- 4331-3, DC, stockage de liquides inflammables de acté 2 ou 3 dans le bâtiment C, 99 t,•
- 4510-2, DC, stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique, 99 t.
- 2910 NC 540 kW.

Extrait de l'article 7.6.4. Ressources en eau et mousse et moyens de prévention

"8. une alarme sur l'ensemble du site, audible en tout point de l'établissement."

Extrait de l'art. 8.1.4. Produits incompatibles et liquides inflammables

"Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans le même bâtiment.

Les stockages effectués sur ces aires présentent une hauteur inférieure à 5 mètres."

Extrait de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. « Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. »

Constats :

Mise à jour de la situation administrative

À la suite de la visite d'inspection du 12 octobre 2023, l'exploitant a mis à jour son étude de dangers (EDD) le 16 décembre 2024, répondant aux observations suivantes :

- **Observation 1** : L'inspection a recommandé une révision de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2018, compte tenu des évolutions du site (stockage, sprinklage, etc.) et des arrêtés ministériels, afin d'adapter les prescriptions au contexte actuel (hauteur de stockage, gestion des alarmes).
- **Observation 2** : L'inspection a recommandé la déclaration du groupe électrogène comme installation de combustion (rubrique 2910).

1. Présentation du projet de modifications de l'exploitant

1.1 Rubrique 2910 : Installations de combustion

Le site comprend deux installations de combustion :

- **Chaufferie ABC :**

- Chaudière gaz de ville de 540 kW.
- Chauffage principal du bâtiment A, appoint pour B et C (climatiseurs réversibles).
- **Groupe électrogène de secours :**
 - 80 kVA (1,5 MW), situé hors bâtiment F.
 - Alimentation de la chambre froide F et de la salle informatique A.
 - Essais hebdomadaires avec charge.

L'exploitant demande l'intégration du groupe électrogène à la rubrique 2910 (Déclaration avec Contrôle) afin de mettre à jour le classement ICPE du site.

1.2 Transformation du bâtiment F en chambre froide pharmaceutique

Le bâtiment F (4 320 m²), initialement autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2006, est transformé en chambre froide régulée (2-8°C) pour le stockage de produits pharmaceutiques. La présence de skydômes présente un risque de condensation, pouvant entraîner des retombées d'eau sur les marchandises stockées. Des mesures spécifiques sont mises en œuvre pour atténuer ce risque.

L'arrêté du 11 avril 2017 autorise la non-désenfumage des chambres froides maintenues à une température $\leq 10^{\circ}\text{C}$, sous réserve de respecter l'une des deux options suivantes :

- **Option 1 :** Installation d'un système de désenfumage adapté, justifié par un organisme compétent.
- **Option 2 :** Absence de désenfumage, avec signalisation claire et adaptation des consignes de sécurité incendie.

Conformément au point 27 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant sollicite la modification de l'arrêté préfectoral afin de valider la condamnation des trappes de désenfumage du bâtiment F, transformé en chambre froide 2-8°C.

1.3 Suppression de l'obligation de mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant demande la modification de l'arrêté préfectoral afin de supprimer l'obligation de mise à jour de l'étude de dangers. Cf point de contrôle n°1.

1.4 Modification des dispositifs coupe-feu (bâtiments G, H1, H2)

L'exploitant demande à modifier l'arrêté préfectoral pour maintenir les portes communicantes à REI 120 et déclasser les murs de REI 360 à REI 120. Cette demande est justifiée par un temps de combustion < 120 minutes. Cf point de contrôle n°2.

1.5 Modification de la vérification des poteaux incendie

L'exploitant demande à modifier l'arrêté préfectoral pour effectuer une vérification annuelle des débits des poteaux incendie et réaliser une mesure simultanée sur trois poteaux tous les trois ans. Cf point de contrôle n°5.

1.6 Modification de la limitation de hauteur de stockage des liquides inflammables

L'exploitant sollicite la modification de l'arrêté préfectoral afin de supprimer la limitation de hauteur de stockage des liquides inflammables (article 8.1.4 de l'arrêté du 15/12/2008), pour se conformer à l'arrêté du 11/04/2017 (rubrique 1510).

1.7 Rubrique 1510 : Demande de droits acquis

L'exploitant a sollicité, par courrier du 13 décembre 2021, la reconnaissance de ses droits acquis au titre de la rubrique 1510.

1.8 Plan de défense incendie

L'exploitant demande la modification de l'arrêté préfectoral afin de remplacer l'exigence d'un Plan d'opération interne (POI) par un Plan de défense incendie (PDI). Cette demande est justifiée par le passage du site sous le régime de l'enregistrement, qui ne requiert plus de POI mais un PDI.

1.9 Suppression de l'alarme centralisée et maintien d'alarmes par groupe de bâtiments

L'exploitant demande à modifier l'arrêté préfectoral afin de supprimer l'obligation d'une alarme sonore centralisée pour l'ensemble du site (article 7.6.4, paragraphe 8). Il propose de maintenir des alarmes sonores par bloc de bâtiment (ABC, DE, FGH).

Cette modification est justifiée par le risque de congestion des accès de secours en cas d'évacuation simultanée de tous les bâtiments, y compris ceux non concernés par un incident. L'évacuation par bâtiment est donc jugée plus sécuritaire.

2. Synthèse des demandes de modifications de l'arrêté préfectoral

Suite aux constats effectués, l'exploitant a confirmé par courriel du 19 décembre 2024 les demandes de modifications suivantes de l'arrêté préfectoral :

Classement ICPE

- Mise à jour du tableau de classement ICPE.
- Passage de la rubrique 1510 du régime d'autorisation à l'enregistrement.
- Ajout de la rubrique 2925-2 (NC, 416 kW).
- Ajout de la rubrique 4510 (DC, 99 tonnes).

Sécurité incendie

- Maintien des portes REI 120 (G, H1, H2) et déclassement des murs à REI 120 (temps de combustion < 120 min).
- Condamnation des trappes de désenfumage (cellule F, chambre froide 2-8°C).

Stockage

- Suppression de la limitation de hauteur (liquides inflammables, 1510).

Alarmes et procédures

- Suppression de l'alarme sonore centralisée (maintien par bâtiment).

- Suppression de la mise à jour obligatoire de l'étude de dangers et du POI (remplacement par un Plan de Défense Incendie).

Poteaux incendie

- Intégration de la vérification annuelle des débits des poteaux incendie avec une mesure en simultanée (sur 3 poteaux) tous les 3 ans.

L'inspection des installations classées prend acte de ces éléments.

3. Projet de classement ICPE des installations

Le projet de modifications conduit au tableau de classement des installations classées suivant :

- **Froid et substances spécifiques :**
 - 1185-2A (DC) : Chambre froide F (820 kg)
 - 1185-3b (D) : Stockage chambre froide (45 tonnes)
- **Liquides inflammables (1510-2b) :**
 - 1510-2b (E) : Groupes IPD 01 (2811 t), IPD 02 (1120 t), IPD 03 (10223 t), volume total 434209 m³.
- **Installations de combustion :**
 - 2910-A2 (DC) : Bât A (chaudière 540 kW), Bât F (groupe électrogène 1,5 MW), puissance totale 2,04 MW.
- **Ateliers de charge :**
 - 2925-1 (D) : Bât A:51,3 kW Bât D:28 kW, Bât F:18,3kW Bât H2:51 kW, Puissance totale 183 kW.
 - 2925-2 (NC) : Puissance totale 416 kW.
- **Autres stockages :**
 - 4320-2 (D) : Bât B (97 t)
 - 4331-3 (DC) : Bât C (99 t)
 - 4510-2 (DC) : 99 t.
 - 4734 (NC) : 3,3 t.

4. Analyse du caractère substantiel ou non des modifications

Compte tenu du fait que le site relève de la procédure d'autorisation, la mise à jour de l'EDD du 16 décembre 2024 complétée par une notice explicative du 13 décembre 2024 et du courriel du 19 décembre 2024 vise à informer le préfet de modifications à apporter et à démontrer le caractère non substantiel de ces modifications conformément au II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

Les modifications **ne conduisent pas à la création de rubrique relevant du régime de l'enregistrement ou de l'autorisation.**

Les modifications **ne conduisent pas à un changement de régime.**

Les modifications **ne constituent pas une extension géographique** ayant un impact sur l'usage des sols au-delà des limites précédentes.

Les modifications **ne conduisent pas à une extension de capacité.**

Les modifications **ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs** pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

Les modifications **ne relèvent pas d'une évaluation environnementale systématique** au titre de l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Les modifications **ne conduisent pas à un examen au cas par cas** au titre de l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

→ **Au regard du critère II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas substantielles. En effet, elles ne conduisent pas à atteindre des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées et ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.**

5. Proposition de l'inspection des installations classées

Après examen de la demande, l'inspection des installations classées propose d'accepter le projet de modifications de l'exploitant. Elle considère que les modifications ne sont pas substantielles.

L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe visant à donner acte de la demande de modifications et actualiser le tableau de classement des installations classées. Il sera communiqué à l'exploitant pour avis au moment de la notification de ce rapport.

6. Conclusion

L'exploitant a déposé une demande de modifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2008. La demande a été instruite conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale d'acter le projet de modifications du demandeur. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint en annexe au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite